

GRAND CONSEIL NEUCHÂTELOIS – INTERPELLATION

À compléter par le secrétariat général du Grand Conseil lors de la réception du document déposé	Date	Heure	Numéro	Département(s)
	10.04.2022	16h35	22.155	DDTE
Annule et remplace				

Auteur(s) : Diane Skartsounis

Titre : Politique de subventionnement, l'État est-il devenu Janus ?

Contenu :

Quelle est la position du Conseil d'État sur l'étude « Subventions dommageables à la biodiversité en Suisse » ?

Le Conseil d'État estime-t-il que les résultats de cette étude sont transposables, toute proportion gardée, à la politique de subventionnement/d'incitation financière du canton de Neuchâtel ?

Le Conseil d'État est-il prêt à analyser, à évaluer et à réviser de manière appropriée les incitations et les subventions cantonales des trois secteurs qui ont un impact le plus fort selon cette étude sur la biodiversité, à savoir les transports, la production d'électricité et l'agriculture ?

Développement :

L'étude récente de l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage (WSL) et de l'Académie suisse des sciences naturelles (SCNAT), « [Subventions dommageables à la biodiversité en Suisse](#) », a identifié différents types de subventions et d'incitations financières dans huit domaines différents, parmi lesquels le tourisme, les transports ou la sylviculture, qui ont un impact défavorable sur la biodiversité au niveau national. Ce sont ainsi 162 subventions qui ont été identifiées, pour un montant global annuel de 40 milliards de francs !

De telles incitations financières posent un problème tant du point de vue de la protection de la biodiversité que de l'efficacité de l'activité des autorités. D'un côté, l'État dépense les deniers publics pour préserver les espèces et les écosystèmes, tandis que de l'autre, il s'emploie à subventionner des secteurs économiques qui détruisent ces mêmes espèces et écosystèmes. De plus, cet argent qui soutient des activités économiques délétères pour la biodiversité manque inévitablement dans d'autres rubriques du budget, par exemple pour des mesures pour lutter contre le dérèglement climatique. S'activant dans des directions opposées, l'État semblerait donc se confondre, à s'y méprendre, avec Janus.

Souhait d'une réponse écrite : OUI

Demande d'urgence : NON

Auteur ou premier signataire : prénom, nom (obligatoire) :

Diane Skartsounis

Autres signataires (prénom, nom) :

Autres signataires suite (prénom, nom) :

Autres signataires suite (prénom, nom) :